

OFFICE OF THE  
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU  
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

## **Budget principal des dépenses 2011-2012**

---

Ottawa, Canada

Le 8 mars 2011

[www.parl.gc.ca/pbo-dpb](http://www.parl.gc.ca/pbo-dpb)

La *Loi sur le Parlement du Canada* confère au directeur parlementaire du budget (DPB) le mandat de fournir au Sénat et à la Chambre des communes une analyse indépendante sur l'état des finances de la nation, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale.

La présente note attire l'attention sur des postes du Budget principal des dépenses 2010-2011 qui peuvent justifier une analyse plus poussée par les parlementaires en raison de leur importance financière ou du risque qu'ils présentent.

**Préparé par :** Jason Jacques\*

---

\* Les observations sont les bienvenues. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques.

## Contexte

- Le mandat que la loi confie au directeur parlementaire du budget (DPB) comprend des recherches et analyses sur les prévisions budgétaires du gouvernement<sup>1</sup>. Une approche adoptée par le DPB pour s'acquitter de cette partie de son mandat consiste à passer en revue l'ensemble des prévisions budgétaires et à attirer l'attention sur le petit nombre des rajustements financiers qui peuvent justifier un examen parlementaire plus poussé. Ces rajustements comprennent :
  - Les modifications proposées dans les crédits qui sont des facteurs importants pour le déficit ou l'excédent du gouvernement;
  - Les propositions d'augmentation de crédits qui représentent une augmentation importante par rapport au statu quo.
- Dans le cadre des efforts suivis qu'il déploie pour analyser l'impact des mesures d'austérité que le gouvernement a annoncées dans le budget de 2010, le DPB a également relevé dans les prévisions budgétaires les postes qui se rapportent aux fonctions administratives du gouvernement et aux frais généraux.
- Le DPB actualisera cette analyse pour tenir compte des nouvelles autorisations qui pourraient être demandées dans le Budget principal des dépenses 2011-2012.

## Tableaux sommaires

- Le DPB a préparé quatre tableaux sommaires (joint).

### *Variations en pourcentage les plus importantes*

- Le tableau 1 met en lumière les dix crédits qui affichent la variation en pourcentage la plus forte dans les dépenses proposées par rapport aux autorisations totales de 2010-2011<sup>2</sup>. Un grand nombre de postes concernent une diminution des paiements de transfert et correspondent à l'intention du gouvernement de mettre fin au Plan d'action économique.

### *Importance financière*

- Le tableau 2 énumère les dix modifications les plus importantes dans les crédits, en dollars, par rapport au total des autorisations de 2010-2011. Seuls deux postes semblent liés à l'élimination prévue du Plan d'action économique (Infrastructure Canada, crédit 55, Société canadienne d'hypothèques et de logement, crédit 15). Plusieurs se rapportent à des obligations législatives (Sécurité de la vieillesse, Transfert canadien en matière de santé). La Défense nationale a prévu

---

<sup>1</sup> [http://laws.justice.gc.ca/fra/P-1/20090818/page-3.html#codese:79\\_1](http://laws.justice.gc.ca/fra/P-1/20090818/page-3.html#codese:79_1). Consulté en mars 2011.

<sup>2</sup> Le taux de croissance correspond au changement proposé divisé par le total des autorisations de dépenses au cours de l'exercice précédent (2010-2011; Budgets principal et supplémentaires des dépenses). Les chiffres tiennent compte des autorisations additionnelles demandées dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011, qui n'avait pas reçu l'approbation du Parlement au moment de la publication de la présente note.

des diminutions d'environ 1,3 milliard de dollars dans les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations.

### *Services internes*

- Le tableau 3 énumère les dépenses proposées par les organisations pour l'activité de programme des services internes. Comme il est signalé dans le Budget principal des dépenses 2011-2012, les Services internes répondent aux besoins relatifs aux programmes et aux autres obligations générales d'une organisation, notamment les communications, les ressources humaines, la technologie de l'information et la gestion des finances<sup>3</sup>.
- Dans le budget de 2010, le gouvernement du Canada s'est engagé à entreprendre un vaste examen de ces coûts et à en présenter les résultats dans le budget de 2011<sup>4</sup>.
- Les parlementaires souhaiteront peut-être demander des précisions qui expliqueraient pourquoi les dépenses totales prévues pour les services internes doivent, selon les estimations, augmenter de plus de 235 millions de dollars en 2011-2012, ainsi que des explications sur les écarts importants dans les coûts des services internes comme part des budgets de fonctionnement dans les diverses organisations fédérales (les coûts moyens sont d'environ 17 %, variant entre moins de 2 % et plus de 50 %).

### *Dépenses par articles courants*

- Le tableau 4 présente les dépenses prévues par article courant qui se trouvent dans le Budget principal des dépenses, par rapport aux autorisations totales accordées en 2010-2011. Alors que les dépenses globales devraient diminuer de 6 %, les *coûts du personnel* et le *service de la dette publique* devraient augmenter (de 1 % et de 7 % respectivement). Par contre, d'autres secteurs de dépenses, comme les immobilisations, afficheront des reculs nettement plus importants que la moyenne<sup>5</sup>.
- Les parlementaires souhaiteront peut-être demander de plus amples détails pour savoir si les économies qui doivent être réalisées grâce à l'attrition, étant donné le gel du budget de fonctionnement, pourront se concrétiser, puisque les coûts du personnel doivent augmenter au cours du prochain exercice. De plus, les députés voudront peut-être se faire confirmer que les diminutions prévues dans les dépenses en immobilisations seront durables et ne contribueront pas à l'usure des actifs (détérioration des actifs fédéraux).

---

<sup>3</sup> <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20112012/me-bpd/docs/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en mars 2011.

<sup>4</sup> <http://www.budget.gc.ca/2010/pdf/budget-planbudgetaire-fra.pdf>. Consulté en mars 2011.

<sup>5</sup> Les dépenses en immobilisations sont le regroupement de deux articles courants : *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages* et *Acquisition de machines et de matériel*.

**Tableau 1. Var. des crédits les plus fortes en % : autor. de 2010-2011 et Budg. princ. des dép. 2011-2012<sup>1</sup>**

Organisation	Crédit	Δ %	2011-2012 (milliers \$)
Énergie atomique du Canada Ltée	<b>15 Paiements à EACL</b>	-88%	102,143
Infrastructure Canada	<b>S<sup>2</sup> Financement de base des provinces et territoires</b>	-75%	62,652
Infrastructure Canada	<b>5 Fonds pour l'infrastructure verte</b>	-74%	70,118
Diversification de l'économie de l'Ouest	<b>5 Subventions et contributions</b>	-65%	140,862
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	<b>55 Subventions et contributions</b>	-62%	191,671
Transports	<b>5 Dépenses en immobilisations</b>	-58%	95,157
Industrie Canada	<b>10 Subventions et contributions</b>	-57%	616,187
Travaux publics et Services gouvernementaux	<b>5 Immobilisations</b>	-56%	344,512
Conseil national de recherches du Canada	<b>70 Subventions et contributions</b>	-53%	139,650
Service correctionnel	<b>30 Dépenses en immobilisations</b>	53%	517,519

1. Tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses 2011-2012 et autorisations totales de plus de 100 millions \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf les postes non budgétaires.

2. S= Crédit législatif, pour lequel un pouvoir de dépenser est déjà accordé par le Parlement en vertu d'une loi distincte.

**Tableau 2. Var. des crédits les plus fortes en \$ : autoris. totales 2010-2011 et Budg. princ. dép. 2011-2012<sup>1</sup>**

Organisation	Crédits	en milliers de \$	
		Δ	2011-2012
Infrastructure Canada	<b>55 Contributions</b>	-2,579,230	4,693,333
Finances	<b>S<sup>2</sup> Intérêt sur la dette publique</b>	1,944,000	30,251,000
Finances	<b>S Transfert pour transition à la TVH</b>	-1,889,000	1,880,000
Finances	<b>S Transfert canadien en matière de santé</b>	1,509,865	26,951,863
Ressources humaines et Développement des compétences	<b>S Prestations de sécurité de la vieillesse</b>	1,470,215	29,162,215
Société centrale d'hypothèques et de logement	<b>15 Lois sur l'habitation et sur la SCHL</b>	-1,086,418	1,907,423
Industrie Canada	<b>10 Subventions et contributions</b>	-802,531	616,187
Énergie atomique du Canada Ltée	<b>15 Paiements à EACL</b>	-769,709	102,143
Défense nationale	<b>1 Dépenses de fonctionnement</b>	-724,361	14,964,971
Défense nationale	<b>5 Dépenses d'immobilisations</b>	-647,446	4,663,663

1. Tous les crédits énumérés dans le Budget principal des dépenses 2011-2012 et autorisations totales de plus de 100 millions \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf les postes non budgétaires.

2. S= Crédit législatif, pour lequel un pouvoir de dépenser est déjà accordé par le Parlement en vertu d'une loi distincte.

**Tableau 3. Variations en \$ des coûts des services internes : Budg. princ. dép. 2011-2012 et 2010-2011<sup>1</sup>**

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<u>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></u>
Agriculture et Agroalimentaire	300,742	<b>301,411</b>	-669	<b>-0.2%</b>	41.9%
Agence canadienne d'inspection des aliments	132,304	<b>116,177</b>	16,127	<b>13.9%</b>	23.5%
Commission canadienne des grains	13,757	<b>9,451</b>	4,306	<b>45.6%</b>	11.7%
Agence de promotion économique du Canada atlantique	35,945	<b>35,945</b>	0	<b>0.0%</b>	43.7%
Société d'expansion du Cap-Breton	1,337	<b>1,500</b>	-163	<b>-10.9%</b>	2.1%
Agence du revenu du Canada	1,493,217	<b>1,396,898</b>	96,319	<b>6.9%</b>	36.6%
Patrimoine canadien	92,295	<b>87,595</b>	4,700	<b>5.4%</b>	43.1%
Conseil des Arts du Canada	12,278	<b>12,291</b>	-13	<b>-0.1%</b>	6.8%
Société Radio-Canada	17,068	<b>17,215</b>	-147	<b>-0.9%</b>	1.1%
Bibliothèque et Archives du Canada	28,377	<b>29,516</b>	-1,139	<b>-3.9%</b>	31.2%
Société du Centre national des Arts	11,632	<b>11,471</b>	161	<b>1.4%</b>	24.8%
Commission des champs de bataille nationaux	5,907	<b>5,901</b>	6	<b>0.1%</b>	63.8%
Office national du film	8,251	<b>7,771</b>	480	<b>6.2%</b>	11.0%
Bureau de la coordonnatrice, Condition féminine	3,457	<b>3,911</b>	-454	<b>-11.6%</b>	32.9%
Commission de la fonction publique	33,945	<b>37,115</b>	-3,170	<b>-8.5%</b>	30.5%
Commission des relations de travail dans la fonction publique	3,969	<b>3,943</b>	26	<b>0.7%</b>	28.9%
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1,591	<b>1,579</b>	12	<b>0.8%</b>	29.0%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<i>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></i>
Téléfilm Canada	13,674	<b>13,348</b>	326	<b>2.4%</b>	11.7%
Citoyenneté et Immigration	194,026	<b>136,312</b>	57,714	<b>42.3%</b>	35.6%
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	35,691	<b>31,886</b>	3,805	<b>11.9%</b>	23.3%
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	21,584	<b>21,312</b>	272	<b>1.3%</b>	43.6%
Environnement	204,818	<b>209,672</b>	-4,854	<b>-2.3%</b>	25.4%
Agence canadienne d'évaluation environnementale	8,009	<b>7,700</b>	309	<b>4.0%</b>	23.7%
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1,916	<b>1,914</b>	2	<b>0.1%</b>	36.5%
Agence Parcs Canada	81,562	<b>81,546</b>	16	<b>0.0%</b>	15.8%
Finances <sup>3</sup>	43,131	<b>46,354</b>	-3,223	<b>-7.0%</b>	16.9%
Tribunal canadien du commerce extérieur	4,130	<b>4,299</b>	-169	<b>-3.9%</b>	36.0%
Centre d'analyse des opér. et déclar. financières du Canada	6,031	<b>7,346</b>	-1,315	<b>-17.9%</b>	15.0%
Pêches et Océans	310,394	<b>354,038</b>	-43,644	<b>-12.3%</b>	21.9%
Affaires étrangères et Commerce international	185,095	<b>82,071</b>	103,024	<b>125.5%</b>	10.0%
Agence canadienne de développement international	109,502	<b>102,256</b>	7,246	<b>7.1%</b>	48.0%
Centre de recherches pour le développement international	19,710	<b>22,496</b>	-2,786	<b>-12.4%</b>	9.5%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<i>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></i>
Gouverneur général	4,823	<b>5,520</b>	-697	<b>-12.6%</b>	25.0%
Santé	322,066	<b>324,344</b>	-2,278	<b>-0.7%</b>	16.2%
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	3,687	<b>3,674</b>	13	<b>0.4%</b>	34.9%
Instituts de recherche en santé du Canada	27,209	<b>25,721</b>	1,488	<b>5.8%</b>	49.2%
Conseil de contrôle des renseign. relatifs aux mat. dangereuses	1,200	<b>1,472</b>	-272	<b>-18.5%</b>	26.5%
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,951	<b>2,808</b>	143	<b>5.1%</b>	24.9%
Agence de la santé publique du Canada	91,788	<b>92,581</b>	-793	<b>-0.9%</b>	22.7%
Ressources humaines et Développement des compétences	797,564	<b>822,928</b>	-25,364	<b>-3.1%</b>	29.0%
Conseil canadien des relations industrielles	3,638	<b>3,580</b>	58	<b>1.6%</b>	27.9%
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	450	<b>505</b>	-55	<b>-10.9%</b>	21.8%
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2,700	<b>2,706</b>	-6	<b>-0.2%</b>	29.0%
Affaires indiennes et du Nord canadien	383,993	<b>365,560</b>	18,433	<b>5.0%</b>	34.3%
Agence canadienne de développement économique du Nord	1,751	<b>1,751</b>	0	<b>0.0%</b>	12.4%
Commission canadienne des affaires polaires	221	<b>221</b>	0	<b>0.0%</b>	22.0%
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	1,360	<b>1,360</b>	0	<b>0.0%</b>	10.9%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<i>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></i>
Industrie Canada	93,281	<b>92,591</b>	690	<b>0.7%</b>	14.7%
Agence spatiale canadienne	49,448	<b>42,774</b>	6,674	<b>15.6%</b>	19.4%
Commission canadienne du tourisme	11,000	<b>15,096</b>	-4,096	<b>-27.1%</b>	14.5%
Commission du droit d'auteur	611	<b>598</b>	13	<b>2.2%</b>	19.6%
Agence féd. de dévelop. économique pour le Sud de l'Ontario	14,995	<b>13,630</b>	1,365	<b>10.0%</b>	52.3%
Conseil national de recherches du Canada	122,500	<b>132,304</b>	-9,804	<b>-7.4%</b>	23.9%
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	23,872	<b>26,082</b>	-2,210	<b>-8.5%</b>	49.7%
Greffe du Tribunal de la concurrence	582	<b>517</b>	65	<b>12.6%</b>	25.0%
Conseil de recherches en sciences humaines	16,362	<b>16,631</b>	-269	<b>-1.6%</b>	64.7%
Statistique Canada	82,637	<b>86,700</b>	-4,063	<b>-4.7%</b>	9.6%
Justice	128,342	<b>104,094</b>	24,248	<b>23.3%</b>	20.1%
Commission canadienne des droits de la personne	6,410	<b>6,062</b>	348	<b>5.7%</b>	27.8%
Tribunal canadien des droits de la personne	1,904	<b>1,904</b>	0	<b>0.0%</b>	42.2%
Commissaire à la magistrature fédérale <sup>4</sup>	875	<b>870</b>	5	<b>0.6%</b>	7.9%
Service administratif des tribunaux judiciaires	18,255	<b>16,204</b>	2,051	<b>12.7%</b>	27.9%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<i>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></i>
Bureau du directeur des poursuites pénales	26,576	<b>23,605</b>	2,971	<b>12.6%</b>	14.3%
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	8,894	<b>8,857</b>	37	<b>0.4%</b>	24.6%
Cour suprême du Canada	9,806	<b>7,930</b>	1,876	<b>23.7%</b>	33.0%
Défense nationale	1,062,964	<b>1,232,381</b>	-169,417	<b>-13.7%</b>	6.3%
Comité des griefs des Forces canadiennes	2,295	<b>3,142</b>	-847	<b>-27.0%</b>	34.3%
Comm. d'examen des plaintes concernant la police militaire	1,403	<b>2,023</b>	-620	<b>-30.6%</b>	40.0%
Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	750	<b>707</b>	43	<b>6.1%</b>	35.6%
Ressources naturelles	162,593	<b>222,872</b>	-60,279	<b>-27.0%</b>	24.5%
Commission canadienne de sûreté nucléaire	37,719	<b>44,438</b>	-6,719	<b>-15.1%</b>	32.4%
Office national de l'énergie	19,252	<b>24,646</b>	-5,394	<b>-21.9%</b>	32.9%
Bibliothèque du Parlement	8,533	<b>8,250</b>	283	<b>3.4%</b>	19.8%
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	2,200	<b>2,493</b>	-293	<b>-11.8%</b>	30.8%
Conseil privé	50,283	<b>47,471</b>	2,812	<b>5.9%</b>	35.7%
Secrét. conférences intergouvernementales canadiennes	2,182	<b>2,231</b>	-49	<b>-2.2%</b>	32.9%
Bureau de la sécurité des transports du Canada	6,474	<b>6,642</b>	-168	<b>-2.5%</b>	21.3%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	<u>Δ</u>	<u>%</u>	<i>% du dépenses de fonctionnement<sup>2</sup></i>
Directeur général des élections	40,339	<b>24,310</b>	16,029	<b>65.9%</b>	42.7%
Commissariat aux langues officielles	6,506	<b>6,350</b>	156	<b>2.5%</b>	31.5%
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	100	<b>100</b>	0	<b>0.0%</b>	9.3%
Comité de surveil. des activ. de renseignement de sécurité	962	<b>790</b>	172	<b>21.8%</b>	31.9%
Sécurité publique et Protection civile	50,920	<b>45,736</b>	5,184	<b>11.3%</b>	33.7%
Agence des services frontaliers du Canada	712,594	<b>569,574</b>	143,020	<b>25.1%</b>	40.9%
Service correctionnel	204,429	<b>212,965</b>	-8,536	<b>-4.0%</b>	8.0%
Commission nationale des libérations conditionnelles	5,198	<b>5,000</b>	198	<b>4.0%</b>	10.4%
Bureau de l'enquêteur correctionnel	921	<b>772</b>	149	<b>19.3%</b>	21.3%
Comité externe d'examen de la GRC	294	<b>362</b>	-68	<b>-18.8%</b>	22.8%
Commission des plaintes du public contre la GRC	2,435	<b>2,089</b>	346	<b>16.6%</b>	50.5%
Gendarmerie royale du Canada <sup>5</sup>	827,110	<b>755,831</b>	71,279	<b>9.4%</b>	19.8%
Travaux publics et Services gouvernementaux	429,338	<b>441,515</b>	-12,177	<b>-2.8%</b>	7.4%
Transports	186,278	<b>176,497</b>	9,781	<b>5.5%</b>	23.7%
Office des transports du Canada	7,345	<b>7,495</b>	-150	<b>-2.0%</b>	26.8%

Organisation	Budg. princ. (milliers \$)				
	2011-2012	2010-2011	Δ	%	% du dépenses de fonctionnement <sup>2</sup>
Commission de la capitale nationale	28,797	30,268	-1,471	-4.9%	27.3%
Infrastructure Canada	41,969	29,092	12,877	44.3%	76.2%
Tribunal d'appel des transports du Canada	205	205	0	0.0%	14.5%
Secrétariat du Conseil du Trésor <sup>6</sup>	77,001	90,120	-13,119	-14.6%	27.9%
École de la fonction publique du Canada	16,561	17,962	-1,401	-7.8%	15.8%
Commissariat au lobbying du Canada	1,512	961	551	57.3%	32.6%
Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada	2,236	2,347	-111	-4.7%	32.6%
Anciens Combattants	87,368	84,680	2,688	3.2%	9.0%
Diversification de l'économie de l'Ouest	24,734	18,420	6,314	34.3%	49.3%
<b>TOTAL</b>	<b>9,808,896</b>	<b>9,574,157</b>	<b>234,739</b>	<b>2.5%</b>	<b>16.7%</b>

1. Comprend toutes les organisations qui indiquent des dépenses brutes pour les Services internes en 2010-2011 et 2011-2012.  
2. Total des services internes / Total des dépenses de fonctionnement identifiées par résultat stratégique et activité de programme.  
3. Paiements d'intérêts nets sur la dette publique que Finances Canada présente comme des dépenses de fonctionnement.  
4. Paiements législatifs nets aux juges au titre des salaires, que l'organisation présente comme des dépenses de fonctionnement.  
5. Les chiffres présentés dans le Budget principal des dépenses 2011-2012 pour 2010-2011 ne correspondent pas à ceux qui figuraient au départ dans le Budget  
6. Montants nets pour réserve pour éventualités, assurances de la fonction publique, reports du budget de fonctionnement et du budget d'immobilisations et les besoins en matière de rémunération, présentés comme des dépenses de fonctionnement par le Secrétariat.

**Tableau 4. Comparaison des articles courants : Autorisations totales en 2010-2011 et Budget princ. des dép. 2011-2012 (milliers \$)**

	<u>2011-2012</u>	<u>2010-2011</u>	$\Delta$ %
Personnel	37,225,482	36,950,667	1%
Transports et communications	3,341,127	3,540,331	-6%
Information	326,127	427,050	-24%
Services professionnels et spéciaux	9,963,263	10,459,977	-5%
Location	2,611,579	2,758,745	-5%
Achat de services de réparation et d'entretien	3,688,018	4,064,898	-9%
Services publics, fournitures et approvisionnements	3,219,556	3,889,138	-17%
Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	1,328,738	2,366,549	-44%
Acquisition de machines et de matériel	5,945,755	6,320,107	-6%
Paiements de transfert	132,163,137	142,711,448	-7%
Service de la dette publique	30,251,087	28,307,000	7%
Autres subventions et paiements	10,095,991	12,389,067	-19%
<b>TOTAL</b>	<b>240,159,860</b>	<b>254,184,977</b>	<b>-6%</b>